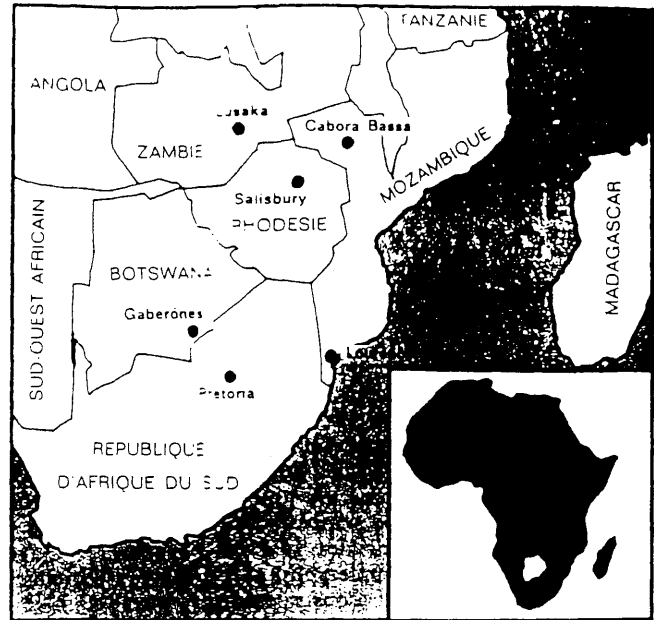


Le Botswana va-t-il changer de camp ?

PAR AQUINO DE BRAGANÇA



L'aggravation des crises au Proche-Orient, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine a quelque peu relégué d'autres événements au second plan de l'actualité. Pourtant, dans cette région enfiévrée qu'est l'Afrique australe, une situation nouvelle retient l'attention. Devenu soudain fabuleusement riche, le Botswana vient d'engager une politique de rapprochement avec l'Union soviétique. L'équilibre traditionnel de cette chasse gardée de l'impérialisme va-t-il être modifié ?

■ L'annonce faite à Moscou, en mars dernier, du prochain échange de missions diplomatiques au niveau d'ambassadeurs, entre l'Union soviétique et le Botswana, a suscité de sérieuses appréhensions dans les milieux politiques de Pretoria. Hantés par le spectre du communisme, les dirigeants sud-africains n'ont pas manqué de subodorer que le Botswana allait devenir bientôt une plaque tournante de la « subversion », à la porte du sanctuaire de l'apartheid.

Et le projet, actuellement à l'étude, d'une liaison routière entre Francistown (Botswana) et Livingstone (Zambie) n'a fait qu'aggraver les inquiétudes de M. Vorster. Celui-ci n'est pas loin de voir là l'équivalent d'une « piste Hô Chi Minh », bien que la construction doive en être assumée par l'Agence américaine pour le Développement industriel (A.I.D.). Cette route permettrait, en effet, au Botswana de se libérer d'un blocus de fait, puisque toutes ses voies de communication avec l'extérieur sont actuellement contrôlées par l'Afrique du Sud et la Rhodésie. « Elle sera mise au service des « terroristes » et pourra acheminer aux portes de la République, hommes et matériel », affirme-t-on à Pretoria où les craintes sont encore renforcées par l'éventualité d'une liaison fer-

roviaire directe entre la Zambie et la Tanzanie — le Tanzam — qui doit être construite par la Chine populaire.

Pourtant, le Premier ministre sud-africain avait dépêché aux récentes cérémonies de l'indépendance du Botswana son habile ministre des Affaires étrangères, M. Hilgrad Muller. Celui-ci avait promis à ses hôtes une aide économique « pour faire sortir le pays de son sous-développement chronique ». En fait, M. Vorster se proposait de créer autour de l'Afrique du Sud un « cordon sanitaire » d'Etats qui ne lui auraient pas été hostiles et espérait voir le Botswana devenir un Etat-client, à l'image du Lesotho et du Malawi, voire une sorte de « bantoustan » du type Transkei ou Ciskei, situés à l'intérieur de la République sud-africaine. Aussi, M. Vorster avait-il mis en garde Lusaka et Gaborone (capitale du Botswana) contre le projet de voies de communication. Une note officielle avait été adressée aux deux gouvernements, niant l'existence d'une frontière commune entre le Botswana et la Zambie. Il est cependant de notoriété publique qu'un « ferry » assure régulièrement le transport des voyageurs entre le village zambien de Kazanugula et une bande de terre de quelques dizaines de mètres appartenant au Botswana et qui est comme un coin entre le Sud-Ouest afri-

cain et la Rhodésie. Les intéressés n'ayant pas répondu à cette provocation, il n'était pas exclu que Pretoria tentât d'exercer une pression plus décisive.

Le destin d'un Etat captif

Le destin du Botswana paraît, en effet, bien lourd. En accordant l'indépendance à son ex-possession du Betchoualand en octobre 1966, le gouvernement britannique avait placé l'ancien protectorat dans une dépendance envers l'Afrique du Sud, comme il n'en avait jamais connu auparavant.

Enclave au cœur de l'Afrique australe sur un territoire presque aussi vaste que la France, mais peuplé de moins d'un million d'habitants, le Botswana n'avait que les ressources d'un désert : le Kalahari, qui couvre la plus grande partie du pays.

L'élevage assure 95 % des subsistances de la population. Mais le cheptel bovin a été maintes fois frappé (un tiers en 1965) par les conséquences des sécheresses cycliques.

La viande du Botswana est vendue sur les marchés d'Afrique du Sud, à raison de 5 millions de livres chaque année.

Par ailleurs, près de la moitié de la main-d'œuvre du Botswana doit émigrer et travailler dans les exploitations agri-

coles et minières d'Afrique du Sud. Et c'est grâce aux salaires de ces travailleurs — plus de 550 000 livres par an — que le déficit budgétaire est partiellement comblé. Les communications aériennes sont totalement contrôlées par l'Afrique du Sud. Le seul chemin de fer est le « Rhodesia Railway » d'Ian Smith... Bref, le Botswana n'est guère plus qu'un Etat-captif dont la destinée semblait être à la merci du bon vouloir des gouvernants de Pretoria. Son Premier ministre, Sir Seretsé Khama, un conservateur éclairé mais très hostile à l'apartheid, avait dû tenir compte de ces impératifs. Il s'était efforcé de ne pas irriter son puissant voisin du Sud et, après l'acquisition de l'indépendance, il avait dû supprimer l'aide accordée auparavant aux réfugiés politiques sud-africains qui furent alors déportés en Zambie. En revanche, Seretsé Khama avait désavoué le régime de Salisbury, s'alignant ainsi sur la politique britannique, mais sans pourtant avoir été en mesure d'appliquer des sanctions contre Ian Smith.

Comment donc expliquer le brusque « virage à gauche » qui a conduit Sir Seretsé Khama à rejoindre le pan-africaniste Kenneth Kaunda et, plus encore, à chercher une ouverture en direction des Soviétiques ?

La réponse à la question est certainement liée à la personnalité exceptionnelle du dirigeant botswanien, tout entière marquée par le combat contre le racisme blanc et par la soudaine découverte que le sous-sol du pauvre Botswana était fabuleusement riche.

Une modeste dactylo blanche

Descendant d'une lignée de chefs des Bamangwato, la tribu la plus importante du pays, héritier du trône, Seretsé Khama était parti très jeune en Afrique du Sud, pour compléter son éducation. Les tenants de l'apartheid n'y étaient pas encore au pouvoir et les universités libérales étaient des pépinières pour les futurs cadres du nationalisme pan-africain. En 1944, Seretsé Khama poursuivait ses études à l'université de Witwatersrand lorsqu'il fut appelé à diriger les destinées de son peuple.

Il obtint cependant de son oncle Tskedi, qui assurait la régence, l'autorisation de poursuivre ses études de droit en Grande-Bretagne, à l'aristocratique université d'Oxford. C'est à Londres qu'il fit connaissance d'une modeste dactylo, Ruth Williams, qu'il épousa contre la volonté de son oncle et du conseil des anciens de la tribu.

Aussi, à son retour en Afrique, le jeune couple mixte fut-il boudé par les chefs locaux. Et ce n'est qu'à l'issue d'une longue controverse qu'il fut enfin accepté.

Seretsé se préparait donc à assumer les fonctions du pouvoir lorsqu'il fut convoqué à Londres pour « affaire urgente le concernant ». L'expression n'était pas trop forte puisque, au cours d'une rencontre orageuse avec Philip Noel Baker, secrétaire aux Relations avec le



Sir Seretsé Khama.

Commonwealth, il apprit que « dans l'intérêt de son peuple », il devait abdiquer et renoncer à la direction des chefferies bamangwato. Dans une conférence de presse retentissante, il dénonçait le lâche comportement du gouvernement travailliste et annonçait son refus d'une allocation de 1 000 livres annuelles offerte en échange de sa démission et en vue d'un exil doré à Londres.

On connaît maintenant les obscures raisons qui avaient amené le gouvernement travailliste de Clement Attlee à prendre cette décision arbitraire.

C'est le Dr Malan, alors Premier ministre d'Afrique du Sud, qui avait fait valoir auprès du gouvernement de Londres que ce mariage mixte, dans un pays

« voisin et ami », créait décidément un précédent regrettable et même une menace contre l'ordre établi dans cette partie de l'Afrique.

Seretsé Khama fut banni, mais son peuple lui resta fidèle et refusa pendant longtemps de désigner un nouveau chef pour lui succéder.

Ce n'est que six ans plus tard, en 1956, que, las de l'exil, Seretsé Khama accepta enfin d'abandonner ses droits à la succession.

Et le gouvernement conservateur de Macmillan l'autorisa alors à rentrer dans son pays.

Mais, devenu riche fermier, Seretsé n'avait pas abandonné toute ambition politique. En 1962, il décidait de créer une organisation « modérée » à vocation multi-raciale : le Betchouanaland Democratic Party (B.D.P.) qui s'implanta solidement grâce à l'appui des chefs tribaux botswana.

Défi à l'Afrique du Sud

Aux premières élections de 1965, ce parti obtenait une victoire écrasante avec 24 sièges parlementaires sur 32, et son président, Seretsé Khama, était appelé à constituer le nouveau gouvernement. Dès sa première conférence de presse, le nouveau président affirmait sa volonté de faire du Botswana « un ensemble économiquement viable » et déclarait qu'il n'accepterait jamais aucune « aide liée ».

Lorsqu'en 1967 l'ancien protectorat devint une république indépendante, Sir Seretsé Khama fut le chef du nouvel Etat. Il affirma alors la nécessité de bons rapports avec le puissant voisin du Sud. Et il répondit favorablement à la demande de Vorster d'une normalisation diplomatique mais avec, cependant, cette restriction inacceptable par Pretoria : « Nos diplomates, exigeait-il, doivent avoir un statut identique à celui des autres représentations diplomatiques accréditées en Afrique du Sud. »

Toutefois, il confirmait toujours son désir d'avoir des rapports « corrects » avec ses voisins, déclarant : « Je ne permettrai pas que mon pays soit une base pour les guérillas. »

Sir Seretsé Khama conservait cependant l'espoir de libérer effectivement son pays de la tutelle sud-africaine.

En 1954, d'importants gisements de cuivre et de nickel étaient découverts, mais maintenus en sommeil par la Rhodesian Selective Trust (R.S.T.) et une compagnie américaine, la Mond Nickel. En 1967, la R.S.T. annonçait de nouveaux gisements de cuivre évalués à

37 millions de tonnes et décidait d'investir 46 millions de livres dans leur exploitation. La même année, le groupe de Beers de M. Oppenheimer découvrait au bord du désert du Kalahari un des plus grands dépôts du monde de kimberlite. La prospection et l'exploitation de ces ressources diamantifères, dans lesquelles le gouvernement de Sir Khama détient de substantielles actions, doivent commencer au cours de cette année.

L'exploitation des gisements de cuivre et de nickel, qui a été mise en route, devrait créer, selon les estimations officielles, 5 000 emplois nouveaux et la construction de deux villes de 20 000 et 5 000 habitants.

Ces nouvelles perspectives ont amené le chef de l'Etat à réviser sa politique, ce qu'il rendit public lors d'un discours prononcé en septembre 1969 et où il lança un véritable défi à la politique raciste de l'Afrique du Sud.

« Je veux faire, dit-il, du Botswana une démocratie sans taches raciales. [...] Mais je ne pourrais pas atteindre ce but si le Botswana n'est pas un pays authentiquement indépendant. Je sollicite donc l'aide des amis des Nations unies pour m'aider à matérialiser mon projet. »

Cet appel — volontairement ignoré par la grande presse occidentale — fut cependant entendu par les Soviétiques.

Des conversations discrètes entre Seretsé Khama et l'ambassadeur Zorine aboutirent, dans un premier temps, à l'échange de missions diplomatiques. Elle révélait l'habileté politique du dirigeant africain. Pour lui, l'exploitation des richesses minières de son pays ne devrait pas concerner le seul Occident. Déjà, des compagnies yougoslaves et roumaines ont été pressenties pour une exploitation conjointe, avec le gouvernement du Botswana, d'autres gisements de nickel et de cuivre.

La première et modeste tête de pont diplomatique de l'Union soviétique — puissance industrielle mondiale et grand producteur de diamants — va-t-elle entraîner un renversement des alliances dans cette partie de l'Afrique ? Cette région va-t-elle cesser d'être une réserve de l'impérialisme euro-américain ? Est-on à la veille du démantèlement du glacieux que s'est ménagé le Dr John Balthasar Vorster ? Les mois qui viennent ne manqueront pas d'apporter des réponses à ces questions.

Mais cela risque fort d'apporter quelques surprises et bien des « révisions déchirantes ».

Aquino de Bragança